

POLITIQUE
ÉTRANGÈRE
CANADIENNE



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Déclaration à la Chambre des
communes du secrétaire d'État
aux Affaires extérieures, le très
honorable Joe Clark, relative aux
discussions américano-soviétiques
sur le contrôle des armements

Canada

OTTAWA, ONTARIO
le 21 octobre 1986

Pendant la fin de semaine de l'Action de grâces, l'attention du monde était fixée sur Reykjavik, où les dirigeants des Etats-Unis et de l'Union soviétique se sont réunis pour tenter de redynamiser le processus du sommet engagé l'an dernier à Genève, et pour réduire certaines des nombreuses différences qui les séparent. Leur objectif était de donner un souffle nouveau au processus. Et ils ont réussi.

Le contrôle des armements et la sécurité sont les grandes questions internationales de notre époque, et la façon dont elles seront réglées façonnera les perspectives globales pour les prochaines décennies.

Il est trop tôt pour faire une évaluation définitive de cette dernière rencontre. Maintenant, la tâche à Washington et à Moscou est de garantir que les progrès qui semblent avoir été réalisés ne sont pas perdus. Tous les gouvernements partagent cette responsabilité et nous, Canadiens, devons faire notre part.

Aujourd'hui, comme contribution aux discussions et débats qui se tiennent ici même à la Chambre, comme dans l'ensemble du pays, j'aimerais faire certaines brèves observations sur la nature de la rencontre de Reykjavik dans le grand contexte des relations Est-Ouest.

Premièrement, nous devrions nous rappeler que Reykjavik n'était qu'une étape d'un long et difficile processus de gestion de la relation entre l'Est et l'Ouest. Durant la réunion, les deux parties ont enregistré des progrès que nul n'aurait pu soupçonner au départ. A l'issue de la rencontre, les deux camps se sont dit déçus de ce que le déblocage ne se soit pas matérialisé après être devenu une quasi réalité. Aujourd'hui, après avoir fait le bilan de la réunion, les deux parties s'accordent pour dire que les propositions mises de l'avant en Islande restent sur la table de négociation.

Ce processus d'édification des relations Est-Ouest connaît un renouveau d'intensité depuis janvier 1985, Reykjavik a vu le jour non pas dans l'optique de conclure des accords, mais plutôt de les préparer. L'Histoire fera de cette réunion un succès dans la mesure où nous saurons mettre à profit les progrès enregistrés à cette occasion.

L'aspect le plus notable de la réunion de Reykjavik est la mesure dans laquelle les parties ont pu s'entendre sur toute la gamme des questions d'armement et d'essais nucléaires. Elles ont provisoirement convenu de réduire de 50 % d'ici cinq ans chacune des principales composantes de leurs arsenaux nucléaires stratégiques - missiles basés à terre, missiles balistiques lancés par sous-marin et bombardiers stratégiques. A un moment donné de leurs discussions, elles ont également convenu d'éliminer complètement les missiles balistiques d'ici 10 ans.

Sur la question des armes nucléaires de portée intermédiaire, on s'est également provisoirement entendu pour les éliminer complètement de l'Europe d'ici cinq ans, l'URSS et les Etats-Unis gardant chacun seulement 100 ogives en Asie soviétique et dans les Etats continentaux des Etats-Unis respectivement. Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont aussi convenu de la nécessité de négocier la réduction des arsenaux nucléaires à courte portée.

Ils ont accepté un processus de réduction graduelle des essais nucléaires, qui devrait éventuellement mener à la cessation complète de ces essais une fois que les armes nucléaires auront été abolies. Ils ont montré une large convergence de vues sur les pratiques de vérification à appliquer aux diverses mesures.

Le fait que des discussions aussi détaillées aient été menées et aient produit un accord provisoire aussi englobant témoigne du sérieux et de la détermination avec lesquels les deux parties ont abordé leur tâche. L'élément le plus significatif est la démonstration du fait que d'importantes réductions négociées dans les arsenaux nucléaires ne doivent pas nécessairement rester un rêve irréalisable.

Reykjavik nous a rappelé trois leçons. Les deux premières sont que les deux parties sont sérieuses et que le contrôle des armements est possible. Mais la troisième leçon est que le contrôle des armements ne se fera pas facilement. C'est au contraire un processus délibéré et difficile.

L'élément plus modérateur de la réalité qui a émergé de Reykjavik est le fait que les deux parties continuent à diverger sur le rôle futur des forces de défense stratégique. Il ne s'agit pas de dire oui ou non à l'IDS, mais de trouver un moyen de gérer les recherches sur les armes défensives dans lesquelles sont engagées les deux parties.

Une grande question qui se pose aux deux gouvernements consiste à savoir si la recherche est confinée au laboratoire en vertu de l'actuel Traité ABM. C'est un Traité qui a deux signataires: les Etats-Unis et l'Union soviétique. Son libellé ne mentionne pas directement la recherche, mais dans leurs négociations privées, les parties ont pu en faire état. Il appartient aux deux gouvernements qui en sont parties de s'entendre sur l'esprit véritable du Traité.

Il importe de noter qu'il s'agit là d'une question différente du débat de ces derniers mois sur ce que permet la déclaration commune "D" du Traité ABM concernant les systèmes de missiles antimissiles fondés sur d'autres principes

physiques. Pour notre part, nous devons veiller à ce que ce Traité soit strictement respecté et à ce que les deux parties continuent de garantir l'intégrité de cet accord fondamental pour le contrôle des armements.

L'actuelle situation ne représente aucunement un recul par rapport à la situation qui existait avant Reykjavik. Les incertitudes et les mésententes technologiques, politiques et juridiques ont toujours caractérisé le débat sur la défense stratégique. Mais même dans ce domaine, il nous semble y avoir eu certains progrès vers une meilleure compréhension mutuelle, en ceci que la légitimité de la recherche liée à la défense stratégique est maintenant acceptée par les deux parties. Comme le traité ne fait explicitement mention que du développement, de l'essai et du déploiement, il reste en fait à déterminer les limites de la recherche admissible.

Monsieur le Président, nous ne devrions pas nous concentrer exclusivement sur les questions d'armements nucléaires et stratégiques comme si elles constituaient la totalité des relations Est-Ouest. Il est vrai que ces questions sont inévitablement devenues l'élément central de cette relation, mais elles ne devraient pas être séparées du contexte global. Il existe d'autres domaines du contrôle des armements, surtout en rapport avec les armes chimiques, où il y a lieu de faire preuve d'un optimisme prudent. De plus, nous croyons savoir que des progrès continuent d'être réalisés sur les questions humanitaires et sur toute une gamme de questions bilatérales. Monsieur le Président, j'aimerais ajouter que j'ai été encouragé par les entretiens sur les droits de la personne que j'ai eus avec le ministre des Affaires étrangères Shevardnadze, lorsqu'il a visité Ottawa. Nos discussions ont été franches et, je crois, plus ouvertes qu'auparavant. Le Canada croit que des progrès dans ce domaine et sur les questions régionales sont essentiels si nous voulons établir la confiance dans nos intentions respectives. Ce processus d'édification de la confiance est loin d'être achevé.

La paix et la sécurité nécessitent de la patience et de la persistance. Les mouvements émotifs qui vont des attentes exagérées aux sombres prédictions ne favorisent pas le soin et la prudence qui doivent entourer les difficiles choix de politique.

Comme le Premier ministre et moi-même l'avons mentionné clairement, les Etats-Unis et l'URSS ont fait ces derniers mois des progrès remarquables sur les questions centrales du contrôle des armements et du désarmement. Ils sont encore sérieusement engagés dans la tâche de rechercher des compromis sur les domaines de mésentente qui subsistent.

Nous sommes encouragés par les engagements publics qu'ont pris le Président et le Secrétaire général de bâtir sur les progrès réalisés à Reykjavik. La reprise, mercredi dernier à Genève, des négociations sur les armes nucléaires et la militarisation de l'espace ne peut être qu'une autre bonne nouvelle.

Les superpuissances en sont presque venues à un accord majeur sur le contrôle des armements.

Nous ne pouvons nous arrêter ici. Nous devons aller de l'avant. Le contrôle des armements est un processus fragile et son environnement doit être protégé. Il est donc doublement important que l'on s'oppose à toute action qui pourrait être considérée comme venant affaiblir ou défaire l'actuel cadre international sur lequel se fondent les relations Est-Ouest et le contrôle des armements.

On a accordé beaucoup d'attention à l'IDS et au Traité ABM. Les négociations de Genève devront résoudre les différends qui persistent dans ce domaine. Les progrès dans d'autres domaines ne devraient pas dépendre du règlement de ces problèmes. Nos alliés européens se préoccupent tout particulièrement des forces nucléaires intermédiaires. Le Canada aimerait voir un accord dans ce domaine ainsi que dans celui des armes stratégiques, qui nous menacent directement.

Le Canada croit fermement à la valeur du mécanisme des négociations confidentielles. C'est un mécanisme finalement irremplaçable. Mais il peut être appuyé par diverses techniques comme l'envoi de représentants spéciaux et, comme nous venons de le voir, par la tenue de sommets. Nous incitons les deux superpuissances à continuer d'utiliser toutes ces techniques plutôt que de mener toutes leurs négociations en public.

Si la tenue d'un sommet à Washington cet automne est maintenant improbable, l'établissement d'une date pour le début de l'an prochain pourrait aider à maintenir l'élan du processus.

Le Canada s'est impliqué dans les relations Est-Ouest en tant que membre de l'Alliance de l'OTAN. Cette Alliance est le fondement de notre sécurité. Ce qui se passe à la table de négociation entre l'URSS et les Etats-Unis influe directement sur notre propre sécurité. Mais nous sommes en même temps une nation voulant la paix. Les Canadiens ont toujours oeuvré pour la paix et pour la compréhension internationale. Nous n'avons pas hésité, et nous n'hésiterons pas à faire connaître nos vues: publiquement lorsque cela est approprié, et privément sur une base permanente.

Mais le rôle du Canada n'est pas simplement de donner des conseils. Nombre des obstacles qui entravent toujours le processus de négociation découlent directement d'un manque de confiance. La priorité que le gouvernement a accordée aux questions de vérification en particulier est un effort direct pour régler cette question. Les accords de contrôle des armements ne produisent pas la sécurité à eux seuls, mais la confiance dans leur respect donne cette sécurité. Et la vérification justifie cette confiance. Une telle approche renforce la crédibilité des conseils que nous pouvons prodiguer.

Le Canada, en tant que pays occidental, continuera de participer au processus d'édification des relations Est-Ouest. Les visites qu'effectuaient le mois dernier au Canada le ministre des Affaires étrangères de l'URSS, M. Chevardnadze, et le Premier ministre de la Tchécoslovaquie s'inséraient dans ce processus. Et au début du mois prochain, je me rendrai à Vienne pour l'ouverture de la réunion de suivi de la CSCE. Cette réunion, qui traite des relations Est-Ouest sous les aspects des droits de l'homme, de la sécurité ainsi que des contacts économiques et humains, nous donne une possibilité de faire bouger le processus d'une façon globale et intégrée.

Nos espoirs de réaliser de réels progrès dans les relations Est-Ouest ont été renforcés par les développements survenus à Reykjavik. Le Canada a été en contact avec les deux parties avant et depuis la réunion tenue en Islande. Nous continuerons de mettre toutes nos ressources à contribution pour aider les Etats-Unis et l'Union soviétique à consolider l'acquis de Reykjavik.